



4, rue des Buisser 59000 Lille

MARCHE PUBLIC
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES

Marché n°2022-001 :

Cartes titres restaurant

ARTICLE 1 – Définitions

Le « Pouvoir adjudicateur » est BGE Hauts de France (4, rue des buisses 59000 Lille représenté par : Grégory SAGEZ, Directeur Général) c'est-à-dire la personne qui conclut l'accord-cadre avec le titulaire.

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec le pouvoir Adjudicateur.

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de la notification.

ARTICLE 2 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet de définir les conditions et les modalités d'exécution des services de mise à disposition et de gestion de titres restaurant sous forme dématérialisée pour les salariés de BGE Hauts de France.

Le type de prestations attendues et leurs caractéristiques techniques sont indiqués dans le cahier des clauses administratives (CCA) du marché.

ARTICLE 3 – Forme et mise en œuvre du marché

Le présent marché fait l'objet d'une procédure formalisée régie par l'article R. 2124-2 du Code de la commande publique, il est conclu avec un seul titulaire. Le marché est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation selon des modalités prévues par le présent marché.

Le marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 1 300 000 € HT pour sa durée maximale.

ARTICLE 4 – Pièces contractuelles

Le présent marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-après :

- le présent Cahier des Clauses Administratives (CCA),
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- le Devis Quantitatif Estimatif (DQE),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre (AE)

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les bons de commande émis par BGE Hauts de France pour l'exécution de l'accord-cadre ont valeur contractuelle.

ARTICLE 5 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de (2) ans à compter de sa date de notification au Titulaire. Il peut être prorogé par reconduction expresse trois mois avant le terme annuel pour une durée d'un (1) an, et dans la limite de deux (2) reconductions. Les bons de commandes ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

ARTICLE 6 – Identification et représentation des parties

BGE Hauts de France désigne l'interlocuteur suivant, habilité à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché :

M. Guillaume BEHAGUE

Responsable paie et équipement des salariés

Tél. : 03 28 52 56 50

D'autres personnes peuvent être habilitées par BGE Hauts de France en cours d'exécution du marché, sous réserve de leur notification au Titulaire.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès de BGE Hauts de France pour les besoins de l'exécution des prestations.

D'autres personnes peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, sous réserve de leur notification à BGE Hauts de France. Elles sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à BGE Hauts de France, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

ARTICLE 7 – Obligation des parties

7.1 Obligation de confidentialité

Les parties s'engagent à conserver confidentielles toutes informations et tous documents qui pourraient être portés à leur connaissance au cours de l'exécution des prestations, notamment l'ensemble de la documentation remise au titulaire et précisée dans le CCTP mais aussi toute documentation ou information remise par BGE Hauts de France durant la durée du marché.

Le titulaire reconnaît que les informations communiquées par BGE Hauts de France pour l'exécution des prestations constituent des informations confidentielles.

En conséquence, le titulaire s'engage à n'utiliser ces informations confidentielles que pour les besoins des seules prestations objet du présent accord-cadre, et à ne pas les divulguer ou en permettre la divulgation, directement ou indirectement, à un tiers.

Le titulaire s'engage à protéger les informations confidentielles contre toute divulgation ou utilisation non autorisée.

7.2 Respect du règlement général sur la protection des données

Le titulaire constitue pour le compte de BGE Hauts de France un fichier de données à caractère personnel, qui aura pour finalité unique la gestion des titres restaurant dématérialisés.

Le titulaire s'engage à traiter ces données exclusivement dans le cadre de la finalité déclarée au présent marché.

Le titulaire s'engage à veiller au strict respect de la confidentialité de ces données. A ce titre, les données ne pourront être ni communiquées à des tiers, ni être copiées à des fins autres que la finalité déclarée.

Le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 du RGPD et notamment à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Afin de s'assurer que le titulaire respecte ses obligations, BGE Hauts de France peut demander toutes informations utiles au titulaire qui s'engage à communiquer les éléments demandés sous huit jours. En outre, toute violation de sécurité des données personnelles identifiée par le titulaire devra être déclarée par écrit à BGE Hauts de France dans les 5 jours suivant l'identification de la violation de sécurité.

A l'extinction du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire l'ensemble des données traitées pour le compte de BGE Hauts de France et à en justifier auprès de BGE Hauts de France.

ARTICLE 8 – Conditions et délais d'exécution

Les délais de mise en œuvre des prestations et les délais de livraison des titres sont indiqués dans le mémoire technique du titulaire sur lequel il s'est engagé.

ARTICLE 9 – Prix

Les prix des prestations sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires sur lequel le titulaire s'est engagé.

Les prix incluent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais nécessaires à l'exécution et la livraison des prestations.

ARTICLE 10 – Modalités de règlement

Le titulaire établit sa facture relative à chaque bon de commande.

Pour le règlement des titres, le règlement s'effectue par prélèvement dans le délai indiqué par le titulaire dans son mémoire technique.

ARTICLE 11 – Pénalités

Le titulaire est tenu de respecter scrupuleusement les délais indiqués dans le mémoire technique.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner, selon la nature et l'importance des retards constatés, l'application d'une pénalité, ou la résiliation du marché. En pareil cas, la résiliation ne peut intervenir sans la mise en demeure préalable de 30 jours prévue à l'article 12.

ARTICLE 12 – Résiliation

BGE Hauts de France peut mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les cas suivants:

- **les cas d'événements extérieurs à l'accord-cadre**, tels que :

- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire du titulaire :

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- **En cas de faute du titulaire :**

En cas de non-respect réitéré par le titulaire de l'une des obligations au titre du présent accord-cadre, BGE Hauts de France met en demeure le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier à cette situation dans un délai de 30 jours calendaires.

Si la mise en demeure reste infructueuse à l'issue de ce délai, BGE Hauts de France peut résilier le présent accord-cadre de plein droit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ; la résiliation prenant effet à la date de première présentation de ladite lettre recommandée.

Les indemnités dues à BGE Hauts de France pour résiliation en cas de faute sont fixées à 1/30^{ème} du montant initial indicatif hors taxes du marché. Pour l'application de la présente disposition, la valeur estimée du marché inscrite dans l'avis de marché publié au JOUE lors du lancement de l'appel d'offres sera considérée comme montant initial hors taxes de l'accord-cadre.

Cette clause ne s'applique pas dans le cas où le non-respect du présent accord-cadre est dû à un cas de force majeure présentant les caractéristiques d'imprévisibilité, d'extériorité au titulaire et d'irrésistibilité.

- **En l'absence de faute du titulaire :**

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, BGE Hauts de France peut résilier le présent accord-cadre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ; la résiliation prenant effet à la date de première présentation de ladite lettre.

- **Pour motif d'intérêt général :**

Lorsque BGE Hauts de France résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial indicatif hors taxes de l'accord-cadre un pourcentage fixé à 0.5 %. Pour l'application de la présente disposition, la valeur estimée de l'accord-cadre inscrite dans l'avis de marché publié au JOUE lors du lancement de l'appel d'offres sera considérée comme montant initial hors taxes de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 – Cessibilité

Les parties (le titulaire et le pouvoir adjudicateur) s'engagent à s'informer mutuellement de toute fusion, restructuration, rachat total ou partiel. L'accord-cadre et le bon de commande en cours sont alors automatiquement transférés à la personne morale qui s'est substituée à l'actuel titulaire ou pouvoir adjudicateur. Toutefois, au vu de ces informations, les parties se réservent le droit de résilier le présent accord-cadre avec préavis d'un mois sans avoir à verser d'indemnités à l'autre partie.

ARTICLE 14 – Assurances

Le titulaire atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord-cadre ou les modalités de leur exécution. Le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits. Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

ARTICLE 15 – Domiciliation des parties

Les parties conviennent que pour l'exécution du présent accord-cadre, elles élisent domicile aux adresses figurant dans l'acte d'engagement.

Elles s'engagent à transmettre tout changement d'adresse à l'autre partie ; si l'une des parties refusait ou omettait d'y souscrire, l'autre partie serait en droit de la considérer comme défaillante au sens de l'article 12 du présent CCA.

ARTICLE 16 – Différends et litiges

Tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre et à l'exécution des prestations objet des bons de commande, doit faire l'objet de la part de BGE Hauts de France ou du Titulaire d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Ce mémoire doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de 15 (quinze) jours à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

BGE Hauts de France et le Titulaire s'efforcent alors de régler le différend à l'amiable dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de communication du mémoire.

A défaut d'accord à l'amiable, tous les litiges du présent accord-cadre sont soumis au Tribunal compétent de Lille.

Le droit applicable est le droit français.